



Déclaration CGT CSE Siège -15 avril 2026

Risque grave à la Rédaction Nationale : la réponse de la Direction



Le plan d'inaction

Les ex France 3 vont-ils rester des « sous-salariés ? »

Il aura fallu attendre sept mois... Sept longs mois, après le choc du rapport CEDAET validant l'hypothèse d'un risque grave à la rédaction nationale, pour que la direction présente aux élus du CSE du Siège un plan d'action (cf le prochain compte-rendu de la CGT).

Sept mois durant lesquels d'ex-salariés de France 3 ont continué à souffrir, victimes d'une sorte de discrimination larvée et protéiforme.

Car à France Télévisions, malgré la fusion des rédactions, on ne traite pas les salariés de la même manière en fonction de leur rédaction d'origine. Une sorte de « hiérarchisation officieuse » s'est installée, entretenue avec soin par une « élite » autoproclamée.

Le constat des experts est accablant : *« Les journalistes issues de France 3 sont globalement défavorisées : en moyenne, leur rémunération est plus basse, ils et elles ont moins accès aux positions d'encadrement, aux éditions les plus prestigieuses, aux magazines, aux sujets les plus longs (qu'on apprécie la durée de confection ou de diffusion), à la possibilité même de signer un sujet en tant qu'auteur/trice principal·e. »*

Humiliations, mépris des compétences accumulées, dévalorisation, perte de sens, brutalisation des relations sociales, isolement, maltraitance... Le management de France 2 s'est imposé à tous avec son cortège d'inégalités, de lassitude, de désespoir... Voilà ce que constate la CGT, alertée par des salariés en situation de détresse.

Nous, à la CGT, nous disons à la direction que la situation n'a que trop duré ! Il faut réformer en profondeur. Il faut casser ces dynamiques délétères qui portent atteinte à la santé des salariés, des ex- France 3 mais aussi de bien d'autres, indépendamment de leur rédaction d'origine.

La machine à broyer sévit encore

La semaine dernière, un journaliste qui officie sur franceinfo, un visage historique de la diversité, ex-France 3, a été « viré » de l'antenne par un simple SMS de son rédacteur en chef. Au terme de huit années de détachement, dont cinq de chroniques sportives quotidiennes, son avenant a été tout simplement déchiré par la direction.

Et les salaires ?

Là encore, le constat des experts est sans appel : *« La fusion des rédactions de France 2 et France 3 s'est traduite – plus personne n'en disconvient aujourd'hui – par l'imposition du modèle de France 2. Cette harmonisation forcée n'a pas eu son pendant dans l'échelle des rémunérations, puisqu'il reste des écarts selon les rédactions d'origine, les ex-France 3 demeurant en moyenne moins bien payés. Or, l'égalité de traitement est une condition pour que les salarié·es se sentent appartenir à une rédaction unifiée. Une **harmonisation** salariale paraît donc nécessaire. »*

La direction a-t-elle prévu dans son plan d'action, par exemple, d'harmoniser les rémunérations, de revaloriser les carrières comme le préconise le rapport ? Pas du tout. Elle privilégie une approche individualisante, c'est-à-dire qu'elle nie la maltraitance structurelle, une forme de violence institutionnelle à France Télévisions.

Va-t-elle oser confier son pseudo plan d'action à ses managers les plus zélés, majoritairement issus de France 2, c'est-à-dire à ceux-là même qui font vivre ces inégalités au quotidien depuis des années ?

La CGT met en garde cette nouvelle direction de l'information : en choisissant un plan d'inaction pour répondre au rapport CEDAET, elle se fait complice de ceux qui ont abîmé, puis détruit tous ces collectifs composés d'ex-France 3 : IV3, les éditions d'ICI... Complice des promoteurs du funeste projet Hub Info. Complice de celles et ceux qui ont démolé sans le moindre scrupule les derniers symboles de France 3 au Siège. Complice enfin de celles et ceux qui pensent que France 3 à Paris ne mérite pas une messe ni un requiem et encore moins un plateau digne de ce nom. La CGT du Siège apporte tout son soutien aux salariés de PIDF, et salue leur courage : six semaines et trois jours de grève. La CGT demande à la direction de trouver une solution alternative au CDE pour PIDF.

La CGT apporte également tout son soutien au médecin du travail, le Dr De Laulanié, qui quitte l'entreprise la semaine prochaine.

Nous saluons son sens du devoir, son dévouement et sa bienveillance auprès des salariés, et aussi son courage face à certains courants de la direction qui n'ont jamais accepté son indépendance.

La CGT dénonce le climat de pression exercé sur le service médical créé par ces funestes courants.

Paris, le 15 avril 2026